On peut discerner quelques indices beaucoup plus faibles d'une recherche vers les couches nouvelles, mais en combinaison avec beaucoup plus de traits des vieux socaaux-démocrates, dans le nouveau Parti Socialiste : ainsi Savary, qui avait quitté le P.S. en 1958 pour une formation qui fut ultérieurement un élément constituant du P.S.U., a été choisi secrétaire de préférence à Mauroy de la Fédération du Nord qui était davantage représentatif de l'ancienne direction Mollet. Par ailleurs, les indices d'une même orientation vers des couches nouvelles se trouvent dans la « théorie » du « nouveau bloc historique » présentée par Garaudy.

L'existence de telles tendances social-démocrates a des racines objectives dans les transformations sociales qui s'opèrent en France et dans la radicalisation des masses. Il n'en résulte pas que ces tendances trouveront une cristallisation politique dans un parti de masse, car la base sociale même de ces tendances est très fragmentée, très individualiste, politiquement très vacillante.

LE P.C.F.

En ce qui concerne le P.C.F., c'est avant tout grâce à sa base sociale constituée par le gros de la classe ouvrière qu'il n'a pas été aussi fortement atteint que les autres partis par l'érosion provoquée sous le régime gaulliste et qu'il a gardé presque intacte son influence électorale. Dans la mesure où le vote permet encore de manifester un point de vue, le vote P.C.F. reflète le mécontentement des masses. Mais il ne fait que le refléter, alors que la politique du P.C.F., dans une période où la disposition des masses à agir s'avère considérable ne parvient pas à mobiliser celles-ci sous une forme ou sous une autre. La presse du P.C.F. est en recul, ses réunions peu fréquentées. Dans la jeunesse ouvrière, universitaire, lycéenne, son influence est réduite.

Le P.C.F. est aujourd'hui un des éléments les plus inertes de la société française. Sa force principale consiste à présent dans son emprise sur la C.G.T. qu'on ne peut, en dépit du fait qu'elle soit dirigée par des membres du P.C.F., identifier à lui.

Dans l'année 1968, la crise du P.C.F. s'était accentuée, en tout premier lieu à propos de l'occupation de la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire du développement de la crise internationale du stalinisme ; en second lieu, mais dans une moindre mesure, en conséquence de sa politique de Mai 68. Depuis lors, la crise n'a trouvé aucune atténuation dans ces domaines et s'est développée au contraire avec le nouvel élément que constitue « l'affaire Marchais »

a) En dépit de la « normalisation » poursuivie à Prague, et plutôt même à cause de cette « normalisation », les difficultés pour le P.C.F. ont été exacerbées par l'occupation de la Tchécoslovaquie.
S'il est vrai que la « gauche démocratique et socialiste » ne lui pose pas formellement comme condition de rompre avec Moscou ou même de prononcer une condamnation semblable à celle du Parti Communiste Italien, il ne fait aucun doute que la tentative de la direction du P.C.F. de faire le silence sur la Tchécoslovaquie pèse considérablement sur les rapports entre le P.C.F. et la « gauche non communiste ». La direction du P.C.F. a beau répéter que, si elle parvenait au pouvoir, (ensemble avec cette gauche), elle n'opérerait pas à la manière tchèque, qu'elle reconnaitrait la pluralité des partis, qu'elle respecterait les droits démocratiques, etc. ; mais comment la croire quand on apprend que, lorsque Waldeck Rochet rendit visite à Dubcek, après avoir été à Moscou, il lui reprocha de ne pas avoir pris de mesures répressives contre ceux qui voulaient recréer un parti socialiste ?

D'autre part, à l'intérieur même du Parti, le silence sur la « normalisation », sur l'exclusion de Dubcek, etc. soulève le problème de la démocratie au sein du parti, car ces problèmes ne peuvent être considérés comme étant spécifiquement intérieurs à la Tchécoslovaquie. L'affaire tchécoslovaque va directement à l'encontre des prétentions de la direction du parti à ce que le P.C.F. soit un parti « national » et « démocratique ».

La question tchécoslovaque n'est pas en voie d'être oubliée, elle rebondit de temps à autre en raison même des mesures de plus en plus répressives prises par les « normalisateurs » de Prague et leurs patrons de Moscou.
Ainsi, la direction du P.C.F., après s'être dissociée du film sur le livre de London, a été obligée d'intervenir lorsque la nationalité tchécoslovaque a été retirée a London lui-même.

Il faut également noter que, pour la première fois, la direction du P.C.F. s'est trouvée sur la défensive à propos de la politique internationale du Kremlin en Grèce, en Espagne, etc.

Cet aspect de la crise du P.C.F. —le doute grandissant envers Moscou— est celui qui ronge le plus profondément les cadres du parti qui ont été, des années durant, habitués à y voir leur pôle international, celui qui donnait la garantie pour l'avenir, indépendamment des hauts et des bas qui pouvaient advenir au parti sur la scène politique française.

b) La crise de Mai 68 avait affecté les membres du P.C.F. en ce sens qu'ils ont été surpris par les événements, et que la direction ne leur a pas donné tout de suite une orientation claire. Mais, comme une toute petite frange du P.C.F. seulement a compris à l'époque qu'il y avait une crise révolutionnaire, la politique générale du P.C.F. ne fut pas largement mise en cause au sein de ce parti. Depuis lors, la radicalisation des masses, d'une part, les conséquences politiques de Mai et plus particulièrement l'éclatement de la F.G.D.S. et le déclin du P.S. d'autre part, nourrissent la crise du P.C.F. en portant atteinte à la crédibilité de sa politique générale, qu'il maintient sans aucun engagement, à savoir

atteindre la « démocratie avancée » par les « voies pacifiques et parlementaires ».

Cette politique avait atteint un maximum de plausibilité pour de larges masses dans la période 1965-1967, lorsque Mitterand mit de Gaulle en ballotage et lorsque l'Assemblée Nationale élue en 1967 était divisée à peu près en deux parties égales, entre les gaullistes et leurs associés d'une part, les élus F.G.D.S. et communistes d'autre part,. Quand « l'opposition » (communiste et gauche non communiste ensemble) faisait 43-44% des voix, l'idée de parvenir aux 50% paraissait réaliste à la base du parti et aux larges masses. Mais comment parvenir à la « démocratie avancée » par une majorité parlementaire lorsque le parti socialiste piétine autour de 5 à 10% des voix, et que le parti radical s'est vendu à Servan Schreiber ? On comprend que les dirigeants du P.C.F. s'efforcent, dans ces conditions, de regonfler le Parti socialiste. En outre, lorsque la « gauche non communiste » apparaissait comme une force électorale appréciable, la direction du P.C.F. invoquait l'attitude de cette gauche —ses hésitations, ses refus— comme excuse pour ses propres carences ou trahisons. Ainsi elle utilisa l'absence de programme commun et l'attitude du P.S., de Mitterand, etc. en Mai 68, pour justifier sa propre démission politique. Mais cette excuse n'apparaît plus plausible lorsque l'intervention du P.C.F. devient subordonnée à un accord avec un « allié » très minoritaire et douteux.

D'autre part, en même temps que s'effondre la crédibilité de la politique du P.C.F., ont grandi à l'extrême-gauche des groupes capables de dépasser le stade de la propagande dans certains domaines et avec certaines catégories sociales: En outre, des couches sociales situées entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, pour lesquelles il invoquait précisément la nécessité d'introduire entre le capitalisme et le socialisme une « étape intermédiaire » —celle de la « démocratie avancée »— sont de moins en moins effrayées par l'issue socialiste à la crise du capitalisme français.

Avant Mai 68, les membres du P.C.F. voyaient dans la politique de leur parti une solution réaliste que critiquaient sur la gauche des groupes sans force réelle. Dans la mesure où l'extrême-gauche se renforce numériquement et politiquement, les membres du P.C.F. se trouveront placés devant le dilemme suivant : aller au socialisme à travers la « démocratie avancée », grâce à la conquête aléatoire d'une majorité parlementaire dans une alliance avec les infirmes et les retraités de la IIIè ou de la IVè République, ou aller au socialisme par la lutte révolutionnaire dans une alliance avec l'extrême-gauche, en s'appuyant sur la jeunesse du pays comme aile marchante du combat.

Ce dilemne était sous-jacent dans la crise de Mai 68, et la direction du P.C.F. choisit évidemment la réponse qu'elle avait préconisée depuis longtemps, ce qui entraîna son échec retentissant aux élections de juin 1968. Dans la mesure où nous progresserons —et dans les conditions actuelles, cela dépend largement de nous—, ce dilemne deviendra l'élément **décisif** de la crise du P.C.F., car il posera la question essentielle de ses rapports avec la classe ouvrière et les larges masses laborieuses.